

L'Union européenne s'inquiète de l'« impunité » dans le Caucase du Nord

La situation des droits de l'homme préoccupe Bruxelles.

PIERRE AVRIL

ENVOYE SPÉCIAL À ROSTOV-SUR-LE-DON

SIE Pour sa première rencontre officielle avec le président Dmitri Medvedev, le nouveau président permanent de l'Union européenne, n'a pas mâché mots à l'égard de la situation des droits de l'homme en Russie. « Cette situation et celle des journalistes sont une source de vive préoccupation pour l'opinion européenne », a déclaré hier Herman Van Rompuy lors du sommet UE-Russie organisé à Rostov-sur-le-Don. Une autre source de préoccupations est « le climat d'impunité qui règne, particulièrement en Tchétchénie et dans le Caucase du Nord », a ajouté l'ancien ministre du gouvernement belge. Sa déclaration était courte mais cingante, au regard des formules alambiquées qui prévalent dans ce genre de communiqués. Elle a déstabilisé les autorités russes, qui ne s'attendaient pas à une telle attaque. Même la Commission européenne, qui pensait expédier à Rostov le chapitre des droits de l'homme, a été prise à contre-pied. Son président, Manuel Barroso, est resté muet sur le sujet.

En outre, Herman Van Rompuy a noté des évolutions positives et notamment

la récente confirmation russe du moratoire sur la peine de mort. Mais sa critique a fait mouche, dans un contexte qui reste tendu à Moscou. Lundi, des militants russes des droits de l'homme avaient été violemment dispersés dans la capitale lors d'un rassemblement destiné à défendre les « droits constitutionnels ». La veille, un chanteur de rock russe, Iouri Chevtchouk, lors d'un dîner organisé à Saint-Petersbourg, avait pris à partie son voisin de table, Vladimir Poutine, lui reprochant de ne



« En Tchétchénie, les autorités continuent d'entretenir un climat de peur généralisé »

DICK MARTY, RAPPORTEUR AUPRES DU CONSEIL DE L'EUROPE

pas mener une « démocratisation sérieuse, sincère et honnête du pays ». Inhabituelle dans la forme, cette apostrophe a sérieusement embarrassé le gouvernement russe.

Cette agitation coïncide avec la publication, hier, d'un document accablant du Conseil de l'Europe sur la situation des droits de l'homme dans le Caucase du Nord. Les autorités tchétchène, ingouche et daguestanaise, - trois princi-

pales Républiques en proie à la violence islamiste - se voient reprocher des « violations qui finissent par conférer aux terroristes un statut de martyr », regrette l'auteur de ce rapport préliminaire, Dick Marty.

« Brutalité du pouvoir »

Entre 2006 et 2009, ce dernier y a recensé 1 393 cas de disparition d'opposants ou de prétendus rebelles. Même en Ingouchie, où le président Evkourouf jouit d'une bonne réputation, ces phénomènes se sont amplifiés en 2009. « En Tchétchénie, les autorités continuent d'entretenir un climat de peur généralisé. Au Daguestan, la répression de la rébellion islamiste, est fondée sur des méthodes qui ne sont pas toujours légales et productives », précise le rapporteur, avant de conclure : « Les peuples de la région sont pris dans l'étau de la barbarie des rebelles et de la brutalité aveugle des agents du pouvoir. »

La critique vise le Kremlin, qui a nommé les présidents de ces trois Républiques. Dans le passé, la cour de Strasbourg a prononcé 150 arrêts à l'encontre de la Russie, liés au Caucase. La publication de ce rapport promet une vive polémique à Moscou et risque de tendre ses relations avec « l'Occident ». ■



>F

>>